

# LUIGGI LIBÉRÉ

## CONVOQUÉ À UN PROCÈS LE 14 JUIN

### RELAXE ! NON À LA RÉPRESSION

### DE LA SOLIDARITÉ AVEC LES PALESTINIENS !

Mardi dernier le gouvernement a intensifié sa politique répressive envers le mouvement étudiant de solidarité avec le peuple palestinien. Suite à une mobilisation à la Sorbonne, 88 étudiant-e-s ont été interpellés, dont 86 ont été placés en garde-à-vue. Après avoir calomnié, évacué les universités, et interdit des manifestations, le gouvernement monte d'un cran dans la répression avec la comparution immédiate de Luiggi, étudiant de Nanterre arrêté brutalement à la Sorbonne mardi.

Luiggi était le premier étudiant interpellé mardi à devoir passer en comparution immédiate. La préfecture et le gouvernement cherchent à en faire un exemple et à intimider tou-te-s les jeunes qui se mobilisent depuis des semaines dans les universités et les lycées, mais aussi celles et ceux qui s'expriment contre les massacres à Gaza.

Injustement accusé, Luiggi est convoqué pour un procès le 14 juin au Tribunal de Paris. Le procureur avait demandé la détention provisoire. Une demande très grave. Finalement, Luiggi se retrouve avec un contrôle judiciaire avec interdiction de se rendre à moins de 300 mètres de la Sorbonne et obligation de pointer chaque semaine au commissariat. Si la détention provisoire a été abandonnée, nous ne nous satisfaisons pas de ces contraintes judiciaires et de sa convocation à un procès ! Ces poursuites visent à propager la fiction mensongère du premier ministre Gabriel Attal et de la ministre de l'ESR Sylvie Retailleau, que les étudiant-e-s mobilisé-e-s sont "une minorité dangereuse" et violente, afin d'isoler la contestation derrière un barrage de calomnies.

Nos organisations refusent de baisser la tête face à ses menaces et appelons à l'unité la plus large contre la répression de nos libertés fondamentales. Nous appelons l'ensemble des organisations à exiger avec nous la relaxe pure et simple de Luiggi. Nous appelons l'ensemble des collectifs, organisations associatives, syndicales et politiques à faire front, contre la répression et à renforcer les mobilisations des 15 et 18 mai en solidarité avec le peuple palestinien.

**Premiers signataires :**

